

Institut de Droit Breton - Ensavadur Gwir Breizh

RECHERCHES & FORMATIONS Droit breton & Droit international public

CHRONIQUES LIBRES, CONSTITUTIONS BRETONNES, DOCTRINE DU DROIT,
HISTOIRE DU DROIT, TRAITÉS INTERNATIONAUX, TRÈS ANCIENNES
COUTUMES (PÉRIODE INDÉPENDANCE)

Assemblée de Bretagne : usurpation de l'identité du Dael Breizh par l'UDB



Date : 24 août 2020 Author: idbzh

L'Union Démocratique Bretonne (UDB), en invitant le soutien de ses alliés Régions & Peuples Solidaires, ainsi que Oui la Bretagne conduite par Christian Troadec (MBP), fait depuis quelques jours promotion du projet initié par Jean-Jacques Urvoas, ancien ministre français, juriste de droit romain civiliste, pour la réforme du Conseil Régional français de Bretagne en une appellation imitée sur la Corse, prenant la dénomination francophone de « l'Assemblée de Bretagne ».



En breton, l'UDB choisit d'utiliser, non sans volonté de détournement d'intentions, les termes « Dael Breizh » ; Dael Breizh étant la dénomination brittophone du système Parlementaire breton INDÉPENDANT de la France, régit par le Droit Constitutionnel et institutionnaliste breton, qui considéré comme appartenant au système juridique breton au sein de la grande famille du Droit de Common Law.

Le nom « Dael Breizh » étant déposé à l'INPI par l'association Kelc'h An Dael dans le cadre de la protection de la propriété intellectuelle, les responsables de l'UDB s'exposent donc à 3 ans d'emprisonnement et 300.000 € d'amendes en cas de procédure judiciaire par ladite association, en vertu du Code de la protection intellectuelle, co-signé d'ailleurs par le ministre d'origine bretonne Le Pensec.

L'Institut de Droit Breton y voit plus qu'un amateurisme juridique, un véritable affront aux valeurs bretonnes, et un surnois détournement politique, aux ambitions fallacieuses de ce que le terme DAEL signifie juridiquement : une façon d'utiliser un terme juridique breton pour faire avaler les couleuvres d'un énième organisme colonial français au vernis breton, dépossédé de tout sens juridique breton, une forme dépouillée volontairement du fond.

L'UDB ne manque pas d'audace, pour opérer aujourd'hui un tel détournement, lorsqu'on sait qu'en 2012 le parti avait refusé d'adhérer au projet de remise en route du Dael Breizh légal, et faisait retirer les lignes « Pour un Parlement breton » de ses revendications officielles... Nous assistons là à une tentative de concurrence déloyale, avec le soutien des loyalistes français et collaborateurs de tous poils, littéralement de fraude institutionnelle, d'usurpation intellectuelle, dont les promesses ne sont que la transformation d'une assemblée régionale française en une autre assemblée régionale française parfaitement illégales en Droit international public, en utilisant des termes qui entendent un tout autre cadre juridique que le cadre colonial.

Notons que l'actuel Président du Conseil Régional, Loig Chesnais-Girard, socialiste, entretient la promesse de sa participation active à l'élaboration du projet d'Assemblée de Bretagne unique, centralisée et aux ordres préfectoraux sous couvert d'une hypothétique démocratie locale (argument qui paraît être un joli strapontin pour bas du crâne), souhaité par les jacobins socialistes de Bretagne...

Les électeurs bretons prendront bonnes notes des procédés employés par la structure d'extrême gauche et ses alliés objectifs (jacobins au vernis herminé) : ils trancheront aux élections départementales et régionales, qui promettent d'être instructives...



Publié par idbzh

[Voir tous les articles par idbzh](#)

© 2024 INSTITUT DE DROIT BRETON - ENSAVADUR GWIR BREIZH

CRÉEZ UN SITE WEB OU UN BLOG GRATUITEMENT SUR WORDPRESS.COM.